

*xl Receipt*

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
PROVINCE ET DISTRICT DE L'EQUATEUR  
TERRITOIRE D'INGENDE



*Pour Reception 26/08/13*

REPUBLICQUE DEM. DU CONGO  
PROVINCE DE L'EQUATEUR  
MINISTRE DE L'INTERIEUR  
CABINET DU MINISTRE

VU A L'ARRIVEE LE .....  
VU AU DEPART LE .....  
PAR .....

*Recu le 26/08/2013*  
*MONUSCO/HA/MOHA*  
*RECEIVED*  
*9h40'*

ASSEMBLEE PROVINCIALE EQ  
ACCUSE DE RECEPTION  
ENTREE LE 26/08/2013  
N° D'ORDRE: 529  
SORTIE LE 26/08/2013

*Pour reception*  
*Mohe, le 26/08/2013*  
*Kamoy*  
*sec C. A*  
*dedimp. bolika*  
*le 26/08/2013*  
*service*

Transmis copie pour information à :

- Honorable Président de l'Assemblée Nationale ;
- Honorable Président du SENAT ;
- Monsieur le Premier Président de la Cour Suprême de Justice ;
- Monsieur le Procureur Général de la République Près la Cour Suprême de Justice ;
- Son Excellence Monsieur le Ministre Nationale de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières ;

(Tous) à Kinshasa

- Son Excellence Monsieur le Gouverneur de Province de l'Equateur ;
- Honorable Président de l'Assemblée Provinciale de l'Equateur ;
- Son Excellence Monsieur le Ministre Provincial de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières ;
- Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel de Mbandaka/ Equateur ;
- Monsieur le Procureur Général Près la Cour d'Appel de Mbandaka/ Equateur ;
- Monsieur le Procureur de la République Près du Tribunal de Grande Instance de Mbandaka/ Equateur ;
- Monsieur l'inspecteur Provincial de la PNC/Equateur
- Monsieur le Chef du Bureau de la MONUSCO/ Equateur ;
- Monsieur le Responsable de la Police de la MONUSCO(UNPOL)/Equateur
- Monsieur le Responsable de la Section Droit de l'Homme de la MONUSCO Mbandaka/ Equateur ;
- Madame la Responsable de la Section des Affaires Civiles MONUSCO Mbandaka/ Equateur ;
- Monsieur le Président de la Société Civile de Mbandaka/ Equateur ;
- Monsieur le Président de l'Association MAMBENGA Mbandaka/ Equateur ;

**Objet :**

Memo Conflit entre la Société PHC-FERONIA, les ONG (RIAO- IHA) et les Population dans le Territoire d'INGENDE

A Son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo (Avec l'Expression de nos Hommages les plus Déférents)  
à Kinshasa/ Gombe

Excellence Monsieur le Président de la République,

Nous venons par la présente auprès de votre haute autorité porter à votre connaissance le conflit qui oppose la Société PHC-FERONIA, les ONG RIAO- IHA et les populations dans le Territoire d'Ingende, District et Province de l'Equateur dans notre pays la RDC, précisément à BOTEKA et ses environs dans le Groupement de MOKOSO.

En effet, Excellence Monsieur le Président de la République, cette Société est arrivé dans notre Territoire depuis 1912 sous le joug Colonial. A 1947 elle a obtenu son premier certificat d'enregistrement d'emphytéose renouvelable tous les 25 ans et non un contrat perpétuel comme nous l'observons dans le chef des comportements de ses dirigeants. Ensuite, une convention collective a été signée, d'une manière ou d'une autre, avec nos aïeux il y'a de cela une année et dès lors notre communauté ne participe pas à la prise des décisions pour agrandir la concession ou autres activités, mais nous ne faisons que subir les méfaits de leur exploitation, à savoir : la disparition des chenilles, champignons, des animaux sauvages, des poissons des eaux douce, bref une faune et une flore presque disparue. Cette situation a comme conséquence le mal nutrition sévère chez nos enfants et même chez les personnes âgées ; le taux de mortalité infantile et des femmes pendant l'accouchement est parmi les records de notre province.

La société n'a ni école, ni centre de santé ou Hôpital ; ne prévoit rien pour le développement de notre contrée, mais elle avait construit une grande mission catholique a qui elle a cédée une concession gratuitement et construit une grande Eglise et des beaux couvents des prêtres et sœurs religieuses. Excellence Monsieur le Président de la République, il sied également de signaler par cette même occasion que notre contrée regorge à 80% les populations autochtones pygmées tandis que les bantous ne représentent que 20%. Ces pygmées sont victime de toute sorte des violations des droits humains que leurs frères bantous qui travaillent ou pas dans la dite société. Le phénomène IKOTAMA (Banque Lambert) bas son plein sur les travailleurs de la part des agents et cadres de la société. Le tout dernier est le plus déplorable est celui de Monsieur BOSOKI EYAMBELA, pygmée qui s'est vu extorqué de tout son argent de retraite (4.000.000 FC) par un responsable de la société qui ne faisait que l'endetté avec ce système. Ce Monsieur est rentré mains vide chez lui après plus de 40 Ans de service à société sans une seule possibilité de scolariser, de nourrir, de soigner, bref de prendre en charge sa famille car toutes les concessions appartiennent à la société, soient 10.000 ha sur le 3000 ha reconnus par nos services Etatiques. Ceci étant, nous déplorons et nous dénonçons avec la dernière énergie cette occupation illégale

de notre espace vitale sans titre ni droit qui nous impose une pauvreté extrême et sommes tous voués à la mort si cette manière de faire ne prend pas fin.

Excellence Monsieur le Président de la République, nous sommes conscient du fait que nous sommes des Congolais au sein de la RDC notre Chère Patrie dont vous assurer la destinée en tant que Garant de la Nation. Paradoxalement, nous constatons sur terrain, que Monsieur BILL GRAY de nationalité Britannique vivant à Londres, en sa qualité de responsable n° 1 de la société en son siège de Londres ne cesse de fouler aux pieds les lois et normes de notre pays en donnant des injonctions à même d'instrumentaliser notre Police Nationale Congolaise pour nous maltraité ou maltraiter tous ceux qui viennent pour notre développement. A la date du 15/09/ 2009 par la lettre n° DG/093/09/AWK/GT, la société a été vendue aux autres actionnaires à notre insu. Par conséquent, même les moindres avantages que nous jouissions de la part de son prédécesseur ont été simplement effacés.

Excellence Monsieur le Président de la République, nous sommes aujourd'hui débordé de constater qu'à chaque fois qu'une ONG Internationale vient s'installer chez nous pour le développement, la PHC-FERONIA fait brandir ses titres pour finalement la foudre dehors.

Excellence Monsieur le Président de la République, la dernière goutte qui a fait déborder le vase s'avère les menaces, la destruction méchante ainsi que des injures dont les ONG RIAO- RDC et IHA - HOLLANDE ont été victimes de la part de la société PHC-FERONIA par le biais de son Directeur Monsieur TABAZA pendant que ces ONG avaient signés des accords pour mener leurs activités de développement en faveur de notre communauté avec le Directeur de la PHC-FERONIA Boteka, Monsieur Nicolas MATEO qui a été frappé, pour ce faire, d'une mise en pied de 18 Jours au cours desquelles il vivait en résidence surveillée à Boteka sous les ordres de Monsieur BILL GRAY à partir de Londres par le truchement de ses collaborateurs de Kinshasa en utilisant la Police Nationale Congolaise sous le commandement du Capitaine JP ISUMU, Commandant Second de la PNC Territoire d'Ingende.

Pour ne citer que ces quelques cas, Excellence Monsieur le Président de la République, nous Chefs des Groupements, Notables, Ayant Droit et autres habitants ou natifs du territoire d'Ingende lançons un SOS pour nous sauver face à cette forme de guerre injuste dont notre pays tombe encore victime.

Excellence Monsieur le Président de la République, loin de nous toute pensée de chasser la société dans notre contrée, mais nous

demandons qu'elle puisse avoir de considération sur les communautés locales, permettre aux ONG de continuer pacifiquement leurs programmes pour le développement, réhabiliter toutes les parties prenantes de ce conflit de leur droit et que justice soit faite pour nos 3 frères qui ont été arrêtés arbitrairement par la société PHC-FERONIA dont le Chef de Localité BOONGO, Mr BOMANGA et Mr NDJOLI BASANGA.

Ceci étant, Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo, l'expression de nos profonds respects et nos sentiments patriotiques.

Fait à Mbandaka, le 20 Août 2013

Pour le Territoire d'Ingende,

Les Notables et Ayants Droits

- 1. [Redacted]
- 2. [Redacted]
- 3. [Redacted]
- 4. [Redacted]
- 5. [Redacted]
- 6. [Redacted]
- 7. [Redacted]
- 8. [Redacted]
- 9. [Redacted]
- 10. [Redacted]